

La famille : une valeur sûre

Charles FLEURY



Programme European Values Study

L'European Values Study (EVS) est une enquête réalisée au Luxembourg en 2008 auprès d'un échantillon représentatif de la population résidente composé de 1610 individus âgés de 18 ans ou plus.

Au niveau national, cette enquête fait partie du projet de recherche VALCOS (Valeurs et Cohésion sociale), cofinancé par le FNR dans le cadre du programme VIVRE. Au niveau international, elle est partie intégrante d'une enquête réalisée dans 45 pays européens qui a pour objectif d'identifier et d'expliquer en Europe les dynamiques de changements de valeurs, et d'explorer les valeurs morales et sociales qui sous-tendent les institutions sociales et politiques européennes (www.europeanvaluesstudy.eu).

Plus d'infos : <http://valcos.ceps.lu>.



Fonds National de la
Recherche Luxembourg

INTRODUCTION

Au cours des dernières décennies, la famille s'est profondément transformée au Luxembourg. L'âge au mariage a reculé, le nombre de divorces a augmenté, l'union libre s'est installée et les naissances hors mariage se sont faites de plus en plus nombreuses (Bodson et al., 2010). Pour les sociologues, ces changements témoignent de la progression des styles de vie marqués par l'individualisme : ce n'est plus l'individu qui est au service de la famille, mais la famille qui doit offrir à l'individu un cadre de vie épanouissant et protecteur (Déchaux, 2009). Parallèlement, l'augmentation de l'espérance de vie a conduit à la multiplication des structures familiales multi-générationnelles, multi-locales. Il est de plus en plus fréquent, aujourd'hui, de compter trois ou quatre générations d'adultes coexister au sein d'une même famille, mais sous des toits différents.

Mais quelle place occupe la famille dans l'univers des valeurs des résidents du Luxembourg ? Se sentent-ils concernés par les conditions de vie des membres de leur famille ? Sont-ils prêts à sacrifier leur bien-être personnel pour assurer le bien-être de leurs enfants et de leurs parents âgés ? Comment ont évolué leurs attitudes vis-à-vis de la famille au cours de la dernière décennie ? Ces questionnements sont loin d'être anodins : dans un contexte de vieillissement démographique et de remise en question des systèmes de sécurité sociale, plusieurs voix réclament une participation accrue de la famille à la protection sociale. Est-ce réellement envisageable ? Le présent papier examine cette question à partir des données luxembourgeoises de l'European Values Study recueillies pour une deuxième fois en 2008. Comparant ces données à celles de 1999, il tente de répondre à ces trois interrogations : 1) La famille constitue-t-elle toujours une réalité importante au Luxembourg ? 2) Les enfants et les parents adhèrent-ils toujours aux normes de soutien mutuel et d'amour inconditionnel ; et 3) À quoi attribuer les principaux changements qui se sont produits entre 1999 et 2008 à propos de l'importance de la famille et de l'appui aux normes d'obligation familiale ?

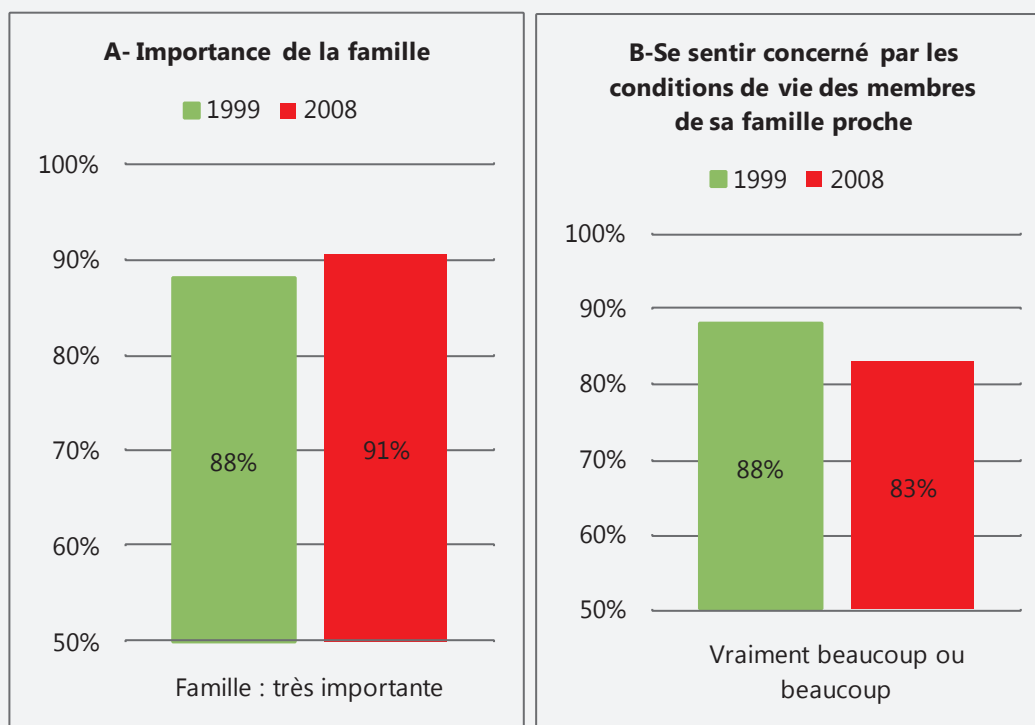
I. LA FAMILLE : UNE RÉALITÉ EN MUTATION MAIS TOUJOURS FORTEMENT VALORISÉE

« La famille a 'la cote' au Luxembourg », écrivait le sociologue Paul Estgen en 2002 (Estgen, 2002 : 190). Ce constat s'appuyait sur les résultats de la première vague de l'enquête EVS (1999), lesquels révélaient la place d'honneur qu'occupait la famille dans le cœur des résidents. Considérée « très importante » par 88% des répondants, elle arrivait juste après la santé (93%) dans le palmarès des valeurs, mais bien avant le travail (52%), les amis et les relations (46%), les loisirs (37%), la religion (15%) et la politique (8%). Près de dix années plus tard, la famille est toujours fortement valorisée... peut-être même un peu plus ! Jugée « très importante » par 91% des répondants (cf. *Graphique 1A*), elle devance toujours le travail (71%), les amis et les relations (51%), les loisirs (39%), la religion (16%) et la politique (10%) dans le cœur des résidents.

La proportion de personnes qui se sont dites « (vraiment) beaucoup » concernées par les

conditions de vie des membres de leur famille proche a toutefois connu une évolution différente (cf. *Graphique 1B*). Bien qu'encore très élevée – ce qui témoigne de l'importance de la famille dans la société luxembourgeoise contemporaine – cette proportion a baissé de cinq points de pourcentage entre 1999 et 2008, passant de 88% à 83%. Loin d'être contradictoire avec les résultats précédents, cette évolution témoigne des mutations de la famille : une grande partie de nos contemporains ne vivent plus l'ensemble de leur vie adulte dans le cadre d'une vie familiale classique (Estgen, 2002). Non seulement les personnes qui vivent seules sont de plus en plus nombreuses au Luxembourg, mais les ruptures familiales sont devenues des événements courants dans les parcours de vie des individus (Bodson et al., 2010). En somme, et nous en discuterons plus loin, nul besoin d'être inséré dans un cercle familial pour valoriser cette sphère de la vie.

GRAPHIQUE 1. L'importance de la famille en 1999 et 2008



Source : EVS Luxembourg, 1999, SESOPI et 2008, CEPS/INSTEAD

II. UNE ADHÉSION AUX NORMES D'OBLIGATION FAMILIALE ENCORE PLUS PRÉGNANTE

Qu'en est-il des normes d'obligation familiale auxquelles se réfère la population luxembourgeoise ? Celle-ci adhère-t-elle toujours à l'inconditionnalité de l'amour des parents ? Accepte-t-elle toujours de sacrifier son bien-être individuel au profit de ses enfants ? Qu'en est-il des devoirs des enfants adultes à l'égard de leurs parents âgés ?

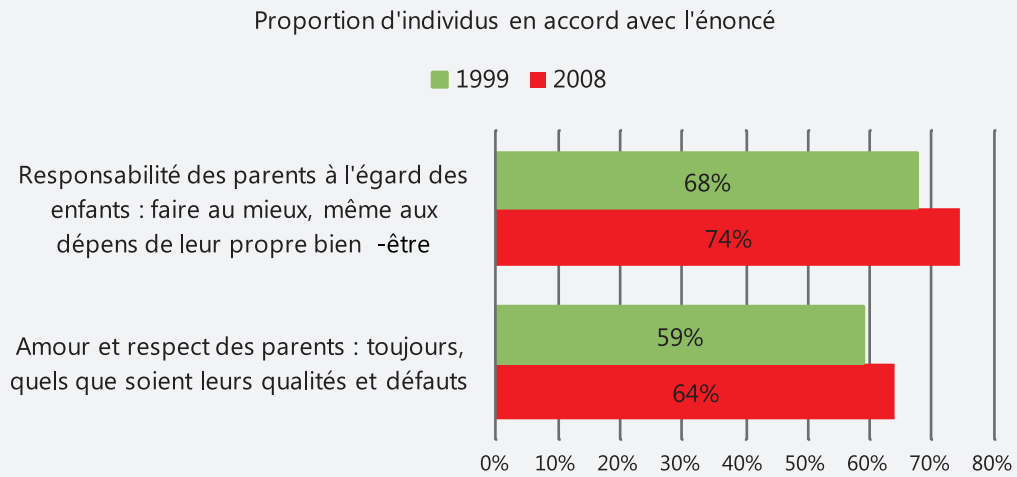
Dans son article sur la famille, Estgen (2002) observait plusieurs indices témoignant de la déconstruction des liens normatifs chez les générations nées après la Seconde guerre mondiale. « On aime de plus en plus ses parents parce qu'ils le méritent et on est de moins en moins d'accord de sacrifier son propre bonheur à celui de ses enfants », écrivait-il à propos des relations intergénérationnelles (Estgen, 2002 : 320). Dix ans plus tard, le constat semble plus nuancé. Non seulement une large majorité de la population adhère aux deux énoncés, mais cette majorité a même eu tendance à augmenter au cours de la période étudiée. Alors que 59% des répondants adultes de 1999 disaient qu'il fallait toujours aimer et respecter ses parents quels que soient leurs qualités et leurs défauts, en 2008, cette proportion atteignait 64%. De même, si 68% des répondants interrogés en 1999 jugeaient que la responsabilité des parents à l'égard de leurs enfants était de faire de leur mieux même aux dépens de leur propre bien-être, en 2008, 74% des répondant pensaient ainsi (cf. Graphique 2).

Le constat fait par Estgen (2002) concernant la prégnance du lien générationnel descendant sur le lien générationnel ascendant se maintient cependant. Il apparaît en effet que la population adulte adhère davantage aux obligations envers les enfants qu'aux obligations envers les parents. La comparaison des réponses obtenues en 2008 à la question sur les obligations des parents envers leurs enfants avec celles obtenues à la question sur les obligations des enfants adultes envers leurs parents âgés est, à cet égard, particulièrement instructive : alors que 74% des répondants jugent que les parents doivent sacrifier leur propre bien-être à celui de leurs enfants, seulement 48%

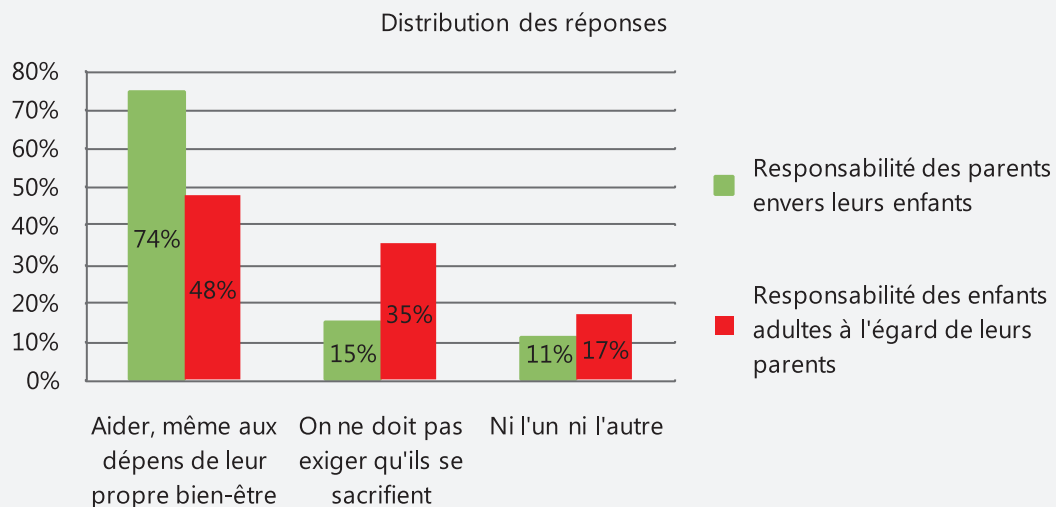
pensent ainsi à propos de l'obligation de sacrifice des enfants adultes envers leurs parents¹. Suivant les travaux de la sociologue Claudine Attias-Donfut (2000) et de l'économiste André Masson (2006), on peut y voir l'effet du développement des systèmes de sécurité sociale en Europe continentale, lesquels ont pris en charge les besoins des populations âgées et ont confié à la famille la prise en charge des besoins des jeunes générations.

Malgré ces nuances, il demeure qu'entre 1999 et 2008, l'importance de famille s'est légèrement accrue alors que se renforçait l'adhésion aux normes d'obligation familiale. La prochaine section examine quelques explications possibles (cf. Graphique 3).

¹ Malheureusement, la question concernant les obligations des enfants adultes à l'égard de leurs parents n'a pas été posée en 1999.

GRAPHIQUE 2. Les normes d'obligation familiale en 1999 et 2008

Source : EVS Luxembourg, 1999, SESOPI et 2008, CEPS/INSTEAD

GRAPHIQUE 3. Les responsabilités des parents et des enfants en 2008

Source : EVS Luxembourg, 2008, CEPS/INSTEAD

III. L'IMMIGRATION N'EXPLIQUE PAS TOUT

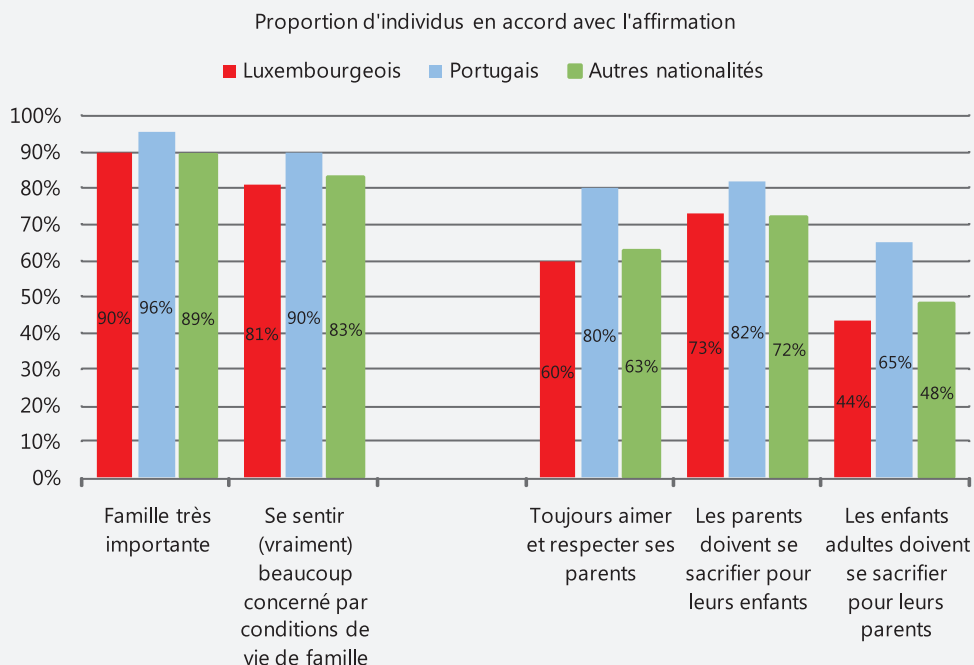
Comment expliquer le renforcement de l'importance de la famille et de l'adhésion aux normes d'obligation familiale au cours de la dernière décennie ? D'entrée de jeu, nous sommes tentés d'y voir une conséquence directe de l'immigration portugaise : non seulement les ressortissants portugais constituent la communauté étrangère la plus fortement représentée au Luxembourg, mais ils constituent également une des communautés dont les effectifs ont augmenté le plus fortement au cours de la dernière décennie, ceux-ci étant passés de 55 900 à 76 600 individus entre 1999 et 2008 (+37%), avec comme conséquence une augmentation de leur poids démographique au sein de la population résidente, celui-ci étant passé de 13% à 15,8% entre les deux années (Statec, 2009). Or, comme l'ont montré plusieurs travaux, un rapport à la famille spécifique semble caractériser les Européens du Sud, ceux-ci étant non seulement plus attachés à l'institution familiale que les Européens du Nord et de l'Ouest, mais adhérant également plus fortement qu'eux aux normes d'obligation familiale (Daatland et Herlofson, 2003 ; Reher, 1998). Comme l'indique le graphique 4, il semble bien que ce soit également le cas des Portugais vivant au Luxembourg : comparativement aux Luxembourgeois et aux autres nationalités², ils sont plus susceptibles de juger la famille très importante (96% contre moins de 90% en moyenne) et ils se disent plus souvent « (vraiment) beaucoup » concernés par les conditions de vie des membres de leur famille proche (90% contre plus ou moins 83% en moyenne). De même, ils adhèrent davantage aux normes d'obligation familiale, en particulier lorsqu'il s'agit d'obligations ascendantes : 80% d'entre eux jugent qu'on doit toujours aimer ses parents peu importe leurs qualités et leurs défauts (contre plus ou moins 63% chez les Luxembourgeois et les autres nationalités) et 65% jugent qu'un enfant adulte a le devoir de fournir l'aide que nécessitent ses parents même aux dépens de son propre bien-être (contre 44% chez les Luxembourgeois et 48% chez les autres nationalités) (cf. Graphique 4).

La spécificité des ressortissants portugais n'explique cependant pas tout. De fait, comme l'indique le Graphique 5, les mêmes tendances semblent s'observer lorsqu'on ne sélectionne que la population de nationalité luxembourgeoise, à savoir une plus grande valorisation de la sphère familiale, une moindre sensibilité aux conditions de vie des membres de la famille proche et une plus grande adhésion aux normes d'obligation familiales ascendantes et descendantes. Plus concrètement, la proportion de Luxembourgeois pour qui la famille est très importante est passée de 87% à 90% entre 1999 et 2008³ ; celle qui se sent « (vraiment) beaucoup » concernée par les conditions de vie des membres de sa famille proche, de 86% à 81% ; celle qui juge qu'on doit toujours aimer ses parents (peu importe leurs qualités et leurs défauts), de 55% à 60% et, enfin, celle qui croit que le devoir des parents est de faire de leur mieux pour leurs enfants même aux dépens de leur propre bien-être, de 65% à 73%. En somme, à l'intérieur même de la population de nationalité luxembourgeoise, l'importance de la valeur famille semble s'être légèrement renforcée, de même que l'adhésion aux normes d'obligation familiale.

² Des différences importantes existent probablement à l'intérieur du groupe « autres nationalités ». Dans le but d'alléger le texte, nous n'en traitons pas dans ce papier et réunissons, sous un même vocable, l'ensemble des nationalités non luxembourgeoise et non portugaise.

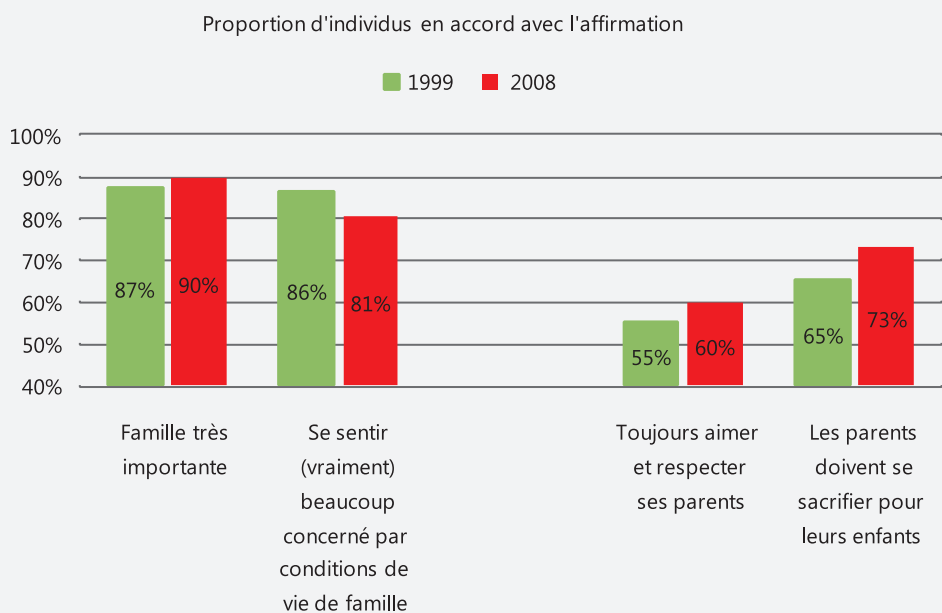
³ L'accroissement n'est toutefois pas significatif d'un point de vue statistique.

GRAPHIQUE 4. Importance de la famille et normes d'obligation familiale selon la nationalité, 2008



Source : EVS Luxembourg, 2008, CEPS/INSTEAD

GRAPHIQUE 5. Importance de la famille et normes d'obligation familiale chez les Luxembourgeois en 1999 et en 2008



Source : EVS Luxembourg, 1999, SESOPI et 2008, CEPS/INSTEAD

IV. UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE FEMMES LUXEMBOURGEOISES ?

C'est chez les jeunes femmes que l'importance de la famille et l'adhésion aux normes d'obligation familiale a crû de manière la plus importante. Concernant l'importance de la famille, la proportion de jeunes femmes l'ayant jugé « très importante » a progressé de près de 10 points de pourcentage, passant de 83% à 92% entre 1999 et 2008 (cf. Graphique 6). Dans les autres groupes, cette proportion a crû de façon plus limitée, étant restée relativement stable chez les jeunes hommes et ayant même diminué chez les hommes plus âgés. Les jeunes femmes constituent d'ailleurs le seul groupe où la proportion de personnes se sentant « (vraiment) beaucoup » concernées par les conditions de vie des membres de la famille proche a augmenté, celle-ci étant passée de 86% à 92% entre les deux années. Partout ailleurs, cette proportion a diminué. Les jeunes hommes n'ayant pas connu d'évolution similaire à celle des jeunes femmes, il en résulte une augmentation des écarts selon le genre chez les jeunes Luxembourgeois. Ce résultat contraste avec les différentes thèses relatives à l'homogénéisation progressive des valeurs familiales selon le genre chez les nouvelles générations (Dagenais, 2000).

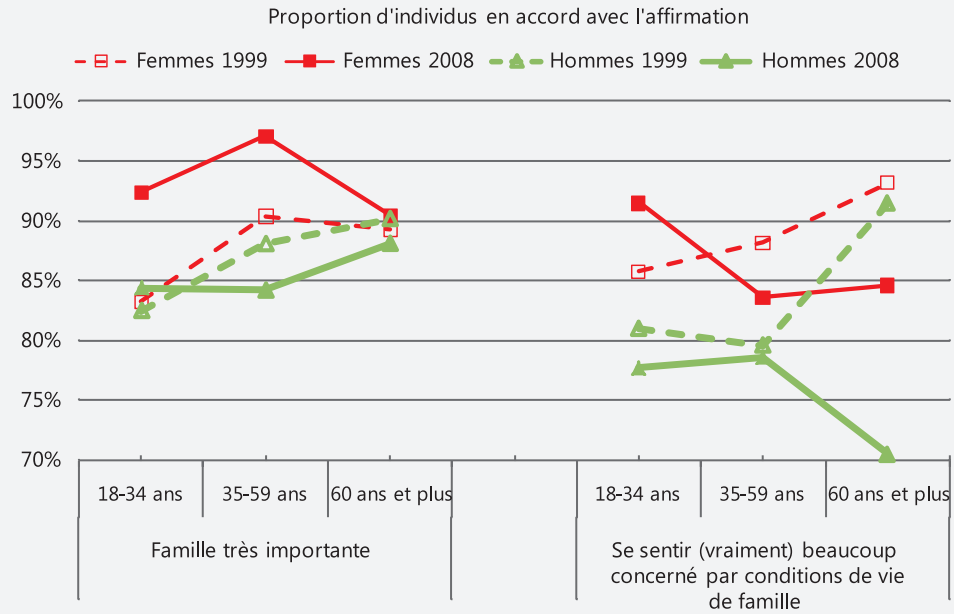
La plus grande valorisation de la famille chez les jeunes femmes va de pair avec une adhésion plus forte aux normes d'obligation familiale ascendante ou descendante (cf. Graphique 7). En 1999, seulement 34% des jeunes femmes jugeaient qu'on devait toujours aimer ses parents peu importe leurs qualités et leurs défauts; en 2008, 55% des jeunes femmes pensaient ainsi. Dans la même veine, moins de 55% des jeunes femmes interrogées en 1999 adhéraient à l'idée que le devoir des parents était de faire de leur mieux pour leurs enfants même aux dépens de leur propre bien-être ; en 2008, elles étaient 71% à adhérer à cette idée. Fait intéressant, les autres groupes n'ont pas connu d'évolution similaire, l'adhésion à la norme de l'amour inconditionnel et à la norme du soutien descendant étant restée relativement stable chez les hommes de tous les âges et chez

les femmes plus âgées. Il en résulte une diminution sensible des écarts entre l'adhésion des jeunes hommes et celle des jeunes femmes aux normes d'obligation familiale, alors que se maintiennent, voire s'accroissent, les écarts observés chez les hommes et les femmes plus âgés.

Le maintien, voire l'accentuation, des écarts entre les hommes et les femmes plus âgés est intéressant dans la mesure où les tendances observées en matière d'adhésion aux normes d'obligation familiale ascendante s'opposent à celles observées en matière de support effectif. Au Luxembourg, les travaux de Borsenberger (2003) ont montré qu'en 2000, la proportion de femmes âgées entre 45 et 64 ans venant régulièrement en aide à un parent âgé était largement supérieure à celle des hommes du même âge. Or, comme le montre le Graphique 7, les femmes âgées de 35 ans ou plus adhèrent généralement moins aux normes d'obligation familiale ascendante que ne le font les hommes. En 2008, par exemple, elles étaient moins de 30% à croire que les enfants adultes devaient fournir l'aide que nécessitent leurs parents même aux dépens de leur propre bien-être ; chez les hommes du même âge, 44% pensaient ainsi. Cela annoncerait-il un changement de comportements chez les nouvelles générations d'hommes et de femmes ? Les données recueillies en 2009 dans le cadre de l'enquête PSELL du CEPS/INSTEAD permettront sans doute de répondre à cette question. En attendant, on peut émettre l'hypothèse d'un certain décalage entre l'adhésion aux normes d'obligations familiales et les comportements effectifs, comme cela est observé ailleurs dans de nombreux pays d'Europe (Daatland et Herlofson, 2003).

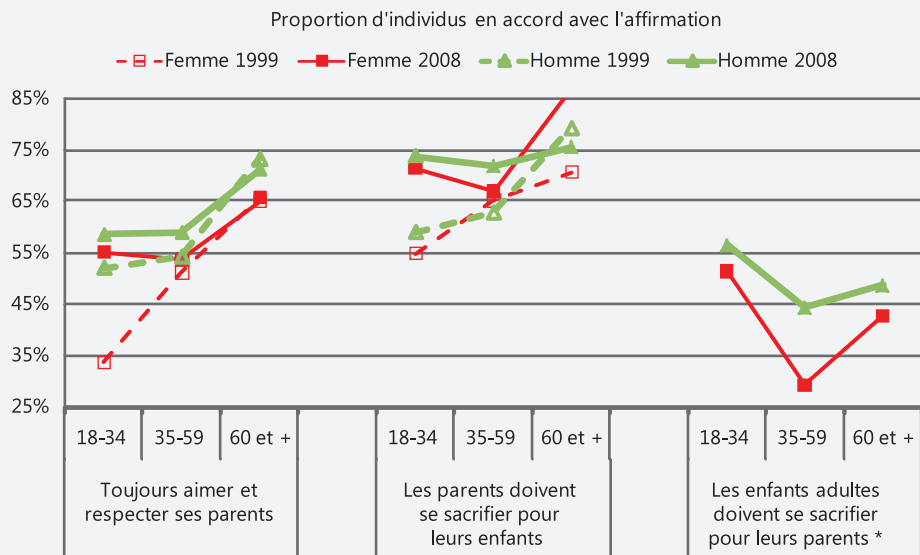
⁴ On constate en fait une importante diminution de la proportion d'hommes âgés de 60 ans ou plus se sentant (vraiment) beaucoup concernés par les conditions de vie des membres de leur famille, diminution qui ne semble pas s'expliquer par un changement dans la composition par âge et par niveau de scolarité des hommes âgés de 60 ans ou plus (les écarts 1999-2008 s'observent dans toutes les sous-catégories). Bien que cela doive encore être vérifié, ce que nous ne ferons pas ici, on peut émettre l'hypothèse qu'il s'agit d'un effet de l'augmentation du nombre de divorces, le divorce étant souvent lié à une dégradation des relations entre les pères et les enfants.

GRAPHIQUE 6. Importance de la famille selon l'âge et le genre chez les Luxembourgeois en 1999 et en 2008



Source : EVS Luxembourg, 1999, SESOPI et 2008, CEPS/INSTEAD

GRAPHIQUE 7. Normes d'obligation familiale selon l'âge et le genre chez les Luxembourgeois en 1999 et en 2008



Source : EVS Luxembourg, 1999, SESOPI et 2008, CEPS/INSTEAD

Note : (*) Cette question n'était pas posée en 1999.

CONCLUSION

La famille a « la cote », écrivait le sociologue Paul Estgen (2002) à propos de la société luxembourgeoise de 1999. Près de dix années plus tard, il semble bien que ce soit toujours le cas, peut-être même encore davantage ! Non seulement la famille constitue une sphère de la vie fortement valorisée mais, en règle générale, l'adhésion aux normes d'obligation familiale demeure relativement forte, ayant même augmenté légèrement au cours de la période étudiée. Certes, on se sent moins concerné par les conditions de vie des membres de sa famille proche qu'on ne le faisait en 1999. Loin d'être contradictoire, ce résultat rendrait simplement compte de la plus grande fragilité des liens familiaux, phénomène largement documenté par les sociologues de la famille : à un moment ou un autre de leur existence, de plus en plus de personnes vivent en dehors d'un cercle familial, ne serait-ce que temporairement.

Cette fragilisation de la famille pourrait bien expliquer la plus grande valorisation de cette sphère de la vie par les jeunes femmes luxembourgeoises, chez qui le recul de l'âge au mariage et à la première maternité est particulièrement perceptible. En guise d'illustration, notons simplement qu'entre 1999 et 2008, chez les Luxembourgeoises âgées de 18 à 34 ans interrogées dans le cadre des enquêtes EVS, la part de femmes mariées et de femmes ayant donné naissance à un enfant est passée de 33% à moins de 24%. Or, comme l'écrit le sociologue de la famille François de Singly, si l'autonomisation des individus caractérise la famille contemporaine, l'idéal pour la majorité des adultes est toujours de vivre en couple. « L'individualisme contemporain déstabilise la famille, sans la rendre inutile ; la formation d'un couple est, pour chacun des partenaires, l'occasion d'une reconnaissance sociale d'une compétence spécifique, celle de pouvoir être – indépendamment de son niveau de ressources sociales, en quelque sorte un « homme ou une dame de compagnie ». Le célibat demeure, en partie, un handicap puisque l'absence de vie conjugale connue peut signifier au regard d'autrui un manque d'humanité ou, ce qui revient au même, une trop forte centration sur sa réussite sociale » (de Singly, 1993 : 91).

Dans un contexte de vieillissement démographique et de remise en cause des systèmes de sécurité sociale, cette résurgence de la valeur famille chez les jeunes femmes est évidemment une bonne nouvelle pour les générations plus âgées. Reste à savoir si cette plus grande valorisation de la famille se traduira par des comportements conséquents. Si tel était le cas, on devra sans doute s'interroger sur l'immuabilité du processus d'homogénéisation en fonction du genre qui semblait s'observer au sein des générations nées après la Seconde guerre mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

ATTIAS-DONFUT, Claudine. 2000. « Rappports de générations. Transferts intrafamiliaux et dynamique macrosociale », *Revue Française de Sociologie*, 41 (4), pp.643-684.

BODSON, Lucile ; LEDUC, Kristell ; REINSTADLER, Anne et VILLERET, Anne. 2010. *Bilan démographique et analyse de l'union libre*, Étude réalisée pour le compte du Ministère de la famille et de l'intégration du Grand-Duché de Luxembourg, Differdange, CEPS/INSTEAD.

BORSENBARGER, Monique. 2003. *Les solidarités des 45-64 ans avec leurs parents âgés*, Differdange, CEPS/INSTEAD, Cahier PSELL no 136.

DAATLAND, Svein Olav et Katharina HERLOFSON, 2003. « Les normes de responsabilité familiale dans les pays européens : contrastes et similarités », *Retraite et société*, no 38, pp. 15-47.

DAGENAIS, Daniel, 2000. *La fin de la famille moderne : la signification des transformations contemporaines de la famille*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.

DÉCHAUX, Jean-Hugues, 2009. *Sociologie de la famille*, Paris, Éditions La Découverte.

ESTGEN, Paul. 2002. « La famille, oui ! mais laquelle ? », in M. Legrand (dir.), *Les valeurs au Luxembourg. Portrait d'une société au tournant du 3e millénaire*, Luxembourg, Éditions St-Paul, pp. 189-325.

MASSON, André. 2006. « Logiques sociales rivales. Entre les âges et entre les générations », *Informations sociales*, (134), pp. 100-115.

REHER, David Sven, 1998. « Family Ties in Western Europe: Persistent Contrasts », *Population and Development Review*, Vol. 24, No. 2, pp. 203-234

SINGLY, François de. 1993. *Sociologie de la famille contemporaine*, Paris, Éditions Nathan.

STATEC, 2009. *Le Luxembourg en chiffres 2009*, Luxembourg, Service central de la statistique et des études économiques.

CAHIERS DU CEPS/INSTEAD PARUS EN 2010

■	N° 13	Entreprises	Profil de l'entreprise, stratégie d'innovation et conditions de marché Vincent DAUTEL
■	N° 12	Population & Emploi	Les valeurs au Luxembourg : Premiers résultats du programme European Values Study. Enquête 2008 sur les valeurs Pierre HAUSMAN, Paul ZAHLEN
■	N° 11	GEODE	Les transports en commun au Luxembourg en 2006-2007. Caractérisation du réseau et de l'offre publique de transports en commun Sylvain KLEIN
■	N° 10	Entreprises	Panorama 2009 de l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication par les entreprises selon leur secteur d'activités Ludivine MARTIN
■	N° 09	Population & Emploi	Le soutien financier intergénérationnel apporté par la génération pivot Charles FLEURY
■	N° 08	ERDI - Afrilux	Mobilisation associative et politique des citoyens maliens : les disparités socioéconomiques et régionales Mathias KUEPIE, Arouna SOUGANE
■	N° 07	Population & Emploi	Le Luxembourg face au vieillissement de sa population active : des politiques publiques aux politiques d'entreprises Kristell LEDUC
■	N° 06	REPREM	La place du Luxembourg dans les portraits statistiques des systèmes de relations professionnelles Frédéric REY
■	N° 05	Population & Emploi	De plus en plus de femmes sans enfant Lucile BODSON
■	N° 04	Population & Emploi	Les objectifs de Lisbonne en matière d'emploi : où en est le Luxembourg ? Antoine HAAG
■	N° 03	Population & Emploi	La biactivité frontalière Laetitia HAURET, Mireille ZANARDELLI
■	N° 02	Population & Emploi	Recruter ou fidéliser : comment réduire le turn-over des entreprises ? Les pratiques de mode de gestion du personnel en question Kristell LEDUC
■	N° 01	Population & Emploi	Le divorce au Luxembourg en droit et en chiffres Lucile BODSON, Jordane SEGURA



ISSN: 2077-3048

CEPS
I N S T E A D

B.P. 48
L-4501 Differdange
Tél.: +352 58.58.55-801
www.ceps.lu